

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

AVENANT N° 55 DU 20 NOVEMBRE 2015

NOR : AGRS1697091M

IDCC : 8262

PRÉAMBULE

Suite à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions législatives et à la révision de l'accord national du 10 juin 2008 « sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance », les partenaires sociaux signataires du présent avenant ont convenu de rattacher le régime de complémentaire santé des salariés agricoles non cadres de Côte-d'Or, Nièvre et Yonne à l'accord national précité.

Ils souhaitent également modifier l'accord de prévoyance local en conséquence de l'interdiction nouvelle de prévoir la désignation obligatoire d'une institution de prévoyance.

Article 1^{er}

*Abrogation des dispositions de l'annexe IV de la convention collective
et renvoi aux dispositions de l'accord national du 10 juin 2008*

Les dispositions de l'annexe IV « Accord régional du 26 février 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé au bénéfice des salariés agricoles non cadres des départements de Côte-d'Or, Nièvre et Yonne » de la convention collective sont abrogées.

L'article 43 « Régime de prévoyance » de la convention collective est modifié comme suit :

« Article 43

Régime de prévoyance et de complémentaire santé

En vertu des dispositions du préambule de l'article 5.5 de l'accord national du 10 juin 2008 « sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance », modifié par l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015, la prévoyance dite « lourde » (garanties décès, incapacité temporaire et invalidité) fait l'objet d'un accord interdépartemental dont les modalités sont fixées en annexe III de la présente convention collective.

La complémentaire santé est, quant à elle, régie directement par les dispositions de l'accord national du 10 juin 2008 précité (dispositions générales et dispositions relatives au dispositif frais de santé).

La répartition de la cotisation du socle minimum conventionnel obligatoire pour le salarié seul est toutefois fixée comme suit :

- part patronale : 55 % ;
- part salariale : 45 %. »

Article 2

Numérotation des annexes

L'annexe V « Dispositions pratiques relatives à la classification des salariés » devient l'annexe IV.

Article 3

Suppression du caractère obligatoire de la couverture famille dans l'accord complémentaire santé local

Dans l'attente de l'entrée en vigueur effective du rattachement du régime de complémentaire santé des salariés agricoles non cadres de Côte-d'Or, Nièvre et Yonne au régime national, conformément à l'article ci-dessus, les partenaires sociaux souhaitent supprimer le caractère obligatoire de la couverture famille prévu par l'accord du 26 février 2009. Il s'agit ainsi de garantir que la participation de l'employeur à la cotisation de complémentaire santé ne s'applique qu'à la cotisation couvrant à titre obligatoire le salarié seul.

En conséquence, l'article 4 de l'accord d'assurance complémentaire santé du 26 février 2009 est modifié comme suit :

« Article 4

Garanties

La nature et le montant des prestations attachées au présent régime sont présentés dans le tableau annexé à l'accord (voir partie « Régime conventionnel »).

Les partenaires sociaux ont souhaité que soit proposée aux salariés, à titre facultatif, la possibilité d'améliorer certaines des prestations prévues dans le régime obligatoire, ainsi que la possibilité de couvrir leurs ayants droit (conjoint et enfants ⁽¹⁾), par le biais d'une cotisation supplémentaire.

Le supplément de cotisation représenté par la souscription à l'une ou l'autre de ces options demeure entièrement à la charge du salarié.

Article 4

Suppression de la clause de désignation et de la mention des taux de cotisation dans l'accord de prévoyance

Les dispositions du 2 de l'article 4 « Dispositions spécifiques aux opérations de prévoyance » de l'accord de prévoyance prévu en annexe III de la convention collective sont abrogées.

Ainsi, le 3 "Portabilité" devient le 2.

Le préambule de l'accord de prévoyance, issu de l'avenant n° 32 du 26 février 2009, est abrogé également.

Dans le corps du texte de l'accord, « Agri-Prévoyance » est remplacé par les termes : « l'organisme assureur ».

(1) Conjoint non séparé de corps, cocontractant d'un Pacs ou concubin. Enfants mineurs quelle que soit leur situation, enfants de moins de 28 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis ou demandeurs d'emploi non indemnisés et enfants sans limite d'âge lorsqu'ils sont reconnus invalides. »

Article 5

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur :

- pour les dispositions des articles 1^{er} et 2 : au premier jour du trimestre civil qui suivra la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent avenant ;
- pour les dispositions de l'article 3 : au 1^{er} janvier 2016 ;
- pour les dispositions de l'article 4 : à la date de signature du présent avenant.

Article 6

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès des services de l'unité territoriale de Côte-d'Or de la DIRECCTE.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 20 novembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FRSEA de Bourgogne ;
Fédération entrepreneurs des territoires de Bourgogne ;
Fédération CUMA de Bourgogne.

Syndicats de salariés :

UR CFDT de Bourgogne ;
UR CFTC de Bourgogne ;
UR CGT-FO de Bourgogne.